

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 12/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXIDE TECHNOLOGIES SAS

5/7 allée des Pierres Mayettes
92230 Gennevilliers

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0007000523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement EXIDE TECHNOLOGIES SAS implanté 180, rue du Faubourg d'Arras 59000 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXIDE TECHNOLOGIES SAS
- 180, rue du Faubourg d'Arras 59000 Lille
- Code AIOT : 0007000523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est implanté en zone urbaine dense, dans le quartier Faubourg d'Arras de Lille-Sud, à la limite de la commune de Fâches-Thumesnil. Il est situé au 180 à 206 rue du Faubourg d'Arras et occupe environ 7,5 hectares.

L'environnement immédiat du site est le suivant :

- à l'Est, la rue du Faubourg d'Arras, et au-delà la commune de Fâches-Thumesnil ;
- au Nord, la ZAC Arras – Europe ainsi qu'un parc accueillant la salle polyvalente « Le grand sud » ;
- au Nord-Ouest, des espaces verts et la médiathèque de Lille-Sud puis la rue de l'Asie et au-delà le cimetière du Sud ;

- à l'Ouest, une entreprise de chaudronnerie industrielle bordée par la rue de l'Asie et la rue Tilmant ;
- au Sud-Ouest, des terrains rétrocédés par la société Exide Technologies à la Ville de Lille via la Sorelli, puis la rue Tilmant ;
- au Sud-est, une zone d'activités de services et des logements bordés par la rue Tilmant et la rue du Faubourg d'Arras ; de l'autre côté de la rue Tilmant, un groupe scolaire et des activités de service.

Les habitations les plus proches sont situées au nord-est du site, à une quinzaine de mètres de la clôture du site, séparées du site par la rue de l'Europe et un étroit espace vert. L'accès principal au site se fait à partir de la rue du Faubourg d'Arras.

La surface bâtie en exploitation représente près de 31 000 m² de surface au sol répartie sur de nombreux bâtiments (bâtiments A à M). Un plan des bâtiments est joint en annexe 1.

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitation de l'usine de Lille est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral (complété) du 24/01/1985. Le site relève également de la directive IED. Il n'est plus SEVESO depuis 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des risques technologiques – étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Prévention du risque lié au réseau de gaz naturel	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations - Plomb	AP Complémentaire du 01/07/2022	/	Sans objet
2	Nature des installations - Oxygène	AP Complémentaire du 01/07/2022	/	Sans objet
3	Arrêt du dépotage d'acide chlorhydrique	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.1	/	Sans objet
4	Conditions de stockage dans le bâtiment F	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.2	/	Sans objet
5	Clôture au nord du site	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Zones de charge	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.4	/	Sans objet
8	Prévention du risque lié au réseau de gaz naturel	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.5.2	/	Sans objet
9	Protection des réseaux gaz et oxygène	AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de détection gaz dans les bâtiments du site. Même si l'exploitant a mis en place des actions visant à réduire la probabilité des fuites de gaz et s'engage à continuer en ce sens, ce constat constitue une non conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations - Plomb

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2022, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations autorisées ou déclarées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4510 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t 96 tonnes dont : <ul style="list-style-type: none"> moins de 95 tonnes de produits type minium de plomb, monoxyde de plomb et mélange plomb/monoxyde de plomb moins de 1 tonne : autres produits. La quantité de minium de plomb susceptible d'être présente sur le site est limitée à 15 tonnes. DC
Constats : L'exploitant dispose d'une supervision indiquant en temps réel la quantité de plomb présente au sein des machines et ateliers ainsi que la somme globale. La quantité à ne pas dépasser figure également sur cette supervision. Au jour de la visite, la quantité total sur site était de 61,6 t.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nature des installations - Oxygène

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/07/2022, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations autorisées ou déclarées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4725 Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t. Bouteilles oxygène en casiers (moins de 2 t) NC
Constats : L'oxygène n'est pas stocké en bouteilles mais en vrac (cuve de stockage). L'exploitant a justifié dans le dernier complément de son étude de dangers l'absence de risque supplémentaire lié à ce mode de stockage : la présence d'un mur plein de plus de 2 m de haut en limite de propriété réduit le risque de dispersion du nuage vers les tiers (gaz froid restant plaqué au sol) et l'utilisation d'une cuve plutôt que de bouteilles réduit les manipulations et donc les risques pour le personnel. Une modification de cette prescription sera faite lors d'une prochaine mise à jour des arrêtés encadrant le fonctionnement du site. La quantité d'oxygène était de 1,12 t au moment de la visite. L'exploite s'assure à ne pas dépasser le seuil de 2 t dans la cuve (activité non classée au regard de la nomenclature ICPE).
Observations : Il est demandé à l'exploitant de formaliser dans son suivi du volume d'oxygène une consigne visant à interdire le dépassement du seuil de 2 t d'oxygène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Arrêt du dépotage d'acide chlorhydrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt du dépotage de l'acide chlorhydrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La livraison sur le site de l'acide chlorhydrique par dépotage de camion-citerne est arrêtée. Toute remise en service du dépotage de l'acide chlorhydrique constitue une modification notable des installations et devra faire l'objet d'un porter à connaissance du Préfet préalable, avec les éléments techniques d'appréciation adéquats.
Constats : L'exploitant a arrêté la livraison d'acide en vrac. Il ne reçoit plus que des conteneurs d'un m ³ (IBC). Lors de la visite du site, l'inspection a constaté l'arrêt de ce stockage vrac et la présence de 2 conteneurs d'un m ³ chacun, sur rétention : l'un en utilisation, l'autre en réserve.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de stockage dans le bâtiment F

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage dans le bâtiment F
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de stockage dans le bâtiment F est limitée à 4 mètres. L'exploitant s'assure en permanence du respect de la hauteur de stockage.
Constats : Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté la présence de 10 palettes stockées en partie haute d'un paletier conduisant à un stockage d'environ 4,6 m de hauteur. Les palettes ont été immédiatement déplacées en présence de l'inspecteur. Le lendemain de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des photos justifiant de la mise en place d'une interdiction physique de stockage sur la partie haute du paletier par l'installation d'une lisse afin de garantir le respect de la hauteur de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Clôture au nord du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture au nord du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La clôture nord, derrière les bâtiments B et F a une hauteur minimale de 2,30 m. Cette clôture est EI180. Elle assure une fonction de réduction du facteur de vue conduisant à ne plus avoir de flux thermique derrière cette clôture en cas d'incendie des bâtiments B et F. Un contrôle de l'état de la clôture au Nord du site est intégré au plan de maintenance préventive du site avec une fréquence adaptée et une vérification de chaque côté de la clôture (intérieur et extérieur au site). Les éléments justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté une clôture pleine en panneaux béton. La hauteur mesurée lors de la visite est de 2,5 m environ. La vérification de l'état de la clôture est intégrée à la ronde de surveillance du gardien. Celle-ci est réalisée toutes les 2 heures hors heures ouvrées. Cette ronde est tracée informatiquement et le passage dans la zone est attesté par pointeaux. Vu par sondage le passage du rondier en soirée le 17/04 sur l'application.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Zones de charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de charge
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les zones de charge des batteries sont équipées de détection hydrogène. La coupure de la charge est asservie à la détection hydrogène, ce dispositif permettant la coupure de la charge ne doit pas occasionner la coupure de la ventilation. Dans toutes les zones de charge (y compris les laboratoires), la charge est asservie au bon fonctionnement de l'extraction. Plus particulièrement, la charge est asservie à la mesure de l'intensité des moteurs des extracteurs (une variation de plus ou moins 20 % de l'intensité d'un des moteurs des extracteurs du local déclenche l'arrêt de la charge). La coupure de la charge est également asservie à la détection de la rotation des pales des ventilateurs ou à la surveillance du débit d'air ou de la pression, ce dispositif permettant la coupure de la charge ne doit pas occasionner la coupure de la ventilation. Dans toutes les zones de charge, des tourelles d'aération en toiture apportent une ventilation naturelle permettant d'éliminer l'hydrogène résiduel en cas de fuite.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de détecteurs d'hydrogène dans toutes les zones de charge : <ul style="list-style-type: none">• bâtiment E : charge des batteries stationnaires dans le bâtiment traction,• bâtiment C marine finition,• bâtiment C marine 2,• bâtiment B charge recette,• bâtiment A : labo R et D. Le présent contrôle n'a pas porté sur le bon fonctionnement et/ou l'étalonnage des détecteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention du risque lié au réseau de gaz naturel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque lié au gaz naturel dans les bâtiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ateliers des bâtiments H, C, E, L, M, I, G, B, F sont équipés de détecteurs de gaz. Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (1) et un pressostat (2). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>(1) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.</p> <p>(2) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation. Des vannes manuelles de coupure de gaz sont réparties en nombre suffisant, à proximité immédiate des bâtiments, et facilement accessibles.</p> <p>L'étanchéité de l'ensemble du réseau gaz existant et l'intégrité des supportages des tuyauteries sont vérifiés.</p> <p>Un contrôle d'étanchéité après travaux sur le réseau gaz est réalisé de manière systématique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de détecteurs de gaz, aucun des bâtiment n'en étant équipé.</p> <p>L'exploitant a présenté son projet d'investissement concernant en priorité le bâtiment H (été 2023) puis C (été 2024) et E (été 2025).</p> <p>Il indique avoir travaillé (cf. complément d'étude de dangers remis en décembre 2022) sur la réduction de la probabilité d'occurrence d'une rupture de tuyauterie, y compris pour des petites brèches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • remplacement récent d'une partie du réseau aérien par de la tuyauterie inox plus résistante (point constaté lors la visite terrain), • abaissement de la pression du réseau, • arrêt de la distribution de gaz sur le bâtiment L (effectif). <p>Il précise également que la présence d'un équilibreur placé sur le poste de détente GRTgaz assure la coupure de l'alimentation de tout le site en cas de déséquilibre brutal sur le réseau.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant s'est engagé d'ici l'automne 2023 à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déployer un plan de maintenance : <ul style="list-style-type: none"> ◦ mise en place d'une inspection visuelle tous les 2 mois de chaque circuit gaz, ◦ réalisation d'une inspection acoustique (détection de fuite) tous les 6 mois sur chacun des réseaux, • remplacer, pour les bâtiments B et F, le réseau existant par de la tuyauterie inox plus résistante et à la faire passer en extérieur bâtiment pour s'affranchir d'une explosion en milieu confiné ; • ajouter des vannes de coupure gaz facilement accessibles sur les bâtiments B et F ; • ajouter un équilibreur supplémentaire sur le réseau gaz permettant la détection d'une variation brutale du débit (rupture franche) et la coupure de l'alimentation gaz du site ; • supprimer l'alimentation gaz des bâtiments I, G, M et du local Gaine du bâtiment H. <p>Ces différents éléments feront l'objet d'une analyse et d'un rapport séparés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prévention du risque lié au réseau de gaz naturel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque lié au gaz naturel pour les tuyauteries extérieures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des vannes manuelles de coupure de gaz sont réparties en nombre suffisant et facilement accessibles. L'étanchéité de l'ensemble du réseau gaz existant et l'intégrité des supportages des tuyauteries sont vérifiés. En cas de travaux d'excavation sur le site à proximité de tuyauteries gaz enterrées, l'exploitant inclut dans l'analyse des risques liés aux travaux, les précautions à prendre pour éviter tout endommagement de ces tuyauteries par agression mécanique ou par effondrement d'une cavité souterraine. Un contrôle d'étanchéité après travaux sur le réseau gaz est réalisé de manière systématique.
Constats : Vu la présence de vannes de coupure manuelle au niveau du poste de détente gaz à l'entrée du site ainsi que sur les panoplies des bâtiments I, E, C (qui alimente aussi les bâtiments H et D).
Observations : Lors des opérations de remplacement de tuyauterie gaz et/ou de modification du réseau, l'exploitant est invité à mettre en place des vannes de coupure complémentaires accessibles facilement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection des réseaux gaz et oxygène

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/02/2020, article 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des réseaux gaz et oxygène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection des réseaux gaz et oxygène, au niveau des passages de voies, est assurée par la mise en place d'une hauteur limite et/ou de gabarits de protection.
Constats : Par sondage, la présence de protections physiques visant à éviter la dégradation des réseaux par engins (camions, chariots...) a été notée au niveau des 2 chaudières du bâtiment B et au niveau du bâtiment L (y compris la présence d'un détrompeur en partie haute visant à éviter un accrochage de la tuyauterie aérienne au dessus des voies de circulation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet